

35% DES ÉLÈVES SEULEMENT ONT EU LA MOYENNE, SELON LE CLA

Résultats catastrophiques dans les lycées

Le Conseil des lycées d'Algérie (CLA) a tenu hier à réitérer ses principales revendications lors d'une conférence de presse. Pour M. Idir, porte-parole du CLA, si l'année scolaire a été plutôt calme et sans mouvements de protestation, 35% seulement des élèves ont eu une moyenne de 10/20.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Tenant avant tout à préciser que le secteur de l'éducation a connu une année scolaire calme, le porte-parole du CLA précisera néanmoins que les résultats ont tout de même été «catastrophiques».

Il a annoncé de ce fait que 35% des élèves seulement ont eu une moyenne de dix sur vingt. Selon les intervenants, ces résultats n'ont pas évolué par rapport au premier trimestre.

Concernant l'avancement des programmes, le porte-parole du CLA notera qu'ils ont été achevés à 70% seulement.

«Le ministre de l'Éducation nationale n'a pas à ce jour donné le seuil d'arrêt des cours. Il est possible donc que les élèves reprennent le chemin de la protestation du fait que leur principale revendication, à savoir l'allègement des programmes

n'ait pas été satisfaite. Il s'agit là aussi de la limitation des cours par matière pour ce qui est de l'allègement des programmes», a déclaré le porte-parole du CLA. Il mettra par ailleurs en avant le fait qu'au niveau du secteur la gestion administrative prime sur la gestion pédagogique. Précisant, également, que le ministère de l'Éducation nationale a installé des commissions en vue d'étudier l'assouplissement des programmes en invitant les syndicats à y participer, M. Idir s'est interrogé sur le pourquoi de la présence des syndicats à ces réunions.

«Le CLA refuse de participer à ces commissions et d'être tenu pour responsable des décisions qui y seront prises. Ce sont d'ailleurs les commissions pédagogiques qui doivent se charger de l'allègement des programmes», a indi-



L'assouplissement des programmes, première revendication des lycéens.

qué le porte-parole du conseil des lycées d'Algérie. Par ailleurs, et tout en félicitant les enseignants contractuels d'avoir obtenu satisfaction concernant leur problème d'intégration, le CLA rappelle que le même problème risque de ressurgir dans quelques années. «Le problème trouvera sa solution

dans la révision du statut particulier des enseignants en vue de mettre fin à la contractualisation dans le secteur de l'éducation», a expliqué l'intervenant.

Le CLA a aussi décidé, selon M. Idir, d'aller vers une organisation plus large. Ainsi, les lycées des différentes wilayas du pays auront à organiser leurs

conseils et seront coordonnés par le Conseil des lycées d'Algérie.

Le porte-parole du CLA rappellera, par ailleurs, que les principales revendications du syndicat sont toujours d'actualité et concernent notamment la révision du statut général de la Fonction publique et le statut particulier de l'éduca-

tion. Il s'agit aussi du régime indemnitaire et de l'indemnité d'acquisition de logements.

Le CLA prévoit aussi une série d'assemblées générales pour la rentrée du troisième trimestre. Il dit aussi soutenir la marche prévue le 1^{er} Mai prochain par les chômeurs.

F-Z.B.

INITIATIVE NATIONALE POUR LA DIGNITÉ DE LA PRESSE

Les journalistes dénoncent les intimidations

Les journalistes adhérents à «l'initiative pour la dignité de la presse» se sont entendus, hier, sur la création d'une cellule qui aura la charge de recenser, dénoncer et organiser des actions de soutien aux confrères faisant l'objet de pressions et d'intimidations de la part de leurs employeurs.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Plusieurs cas d'intimidations de journalistes par leurs employeurs ont été soulevés, hier, à la maison de la presse Tahar-Djaout, à l'issue de la troisième réunion qui a regroupé les adhérents à «l'Initiative nationale pour la dignité de la presse».

Différents intervenants ont, ainsi, dénoncé la pression exercée actuellement par certains patrons de presse qui sont allés jusqu'à menacer leurs journalistes de licenciement. Pour faire face à ce genre d'agissements d'un autre âge, les journalistes présents lors de cette rencontre se sont mis d'accord pour la création d'une cellule qui aura la charge de suivre de près de telles situations.

A l'avenir, la corporation devra ainsi se mobiliser et organiser des actions de soutien pour chaque journaliste faisant l'objet de pressions ou d'intimidations.

Par ailleurs et comme prévu, des délégués ont été désignés à l'issue de cette réunion, pour transmettre à partir d'aujourd'hui, la plateforme de revendications socioprofessionnelles de la corporation, à la présidence de la République, à la chefferie du gouvernement et au ministère de

la Communication. Toutefois, il est à signaler que certains journalistes ont proposé l'interpellation des partis politiques et de l'APN, chose qui a reçu un nict catégorique de la part de la majorité. «Des groupes parlementaires ont demandé la dissolution de l'APN pour sa non-représen-

tativité, alors que pour les partis politiques, c'est encore pire. Ils n'inspirent plus confiance à personne. Ce n'est donc, pas nous, journalistes, qui sommes censés être avisés, qui vont demander appui auprès de ces derniers», diront la plupart des journalistes.

Concernant le contenu de la plateforme de revendications, il s'agit de «la promulgation d'un statut particulier du journaliste, étant donné que le décret exécutif n°140-08 du 8 mai 2008, déterminant les relations de travail des journalistes ne répond plus aux

aspirations de la corporation, la réactivation et la réhabilitation du Conseil national supérieur de l'information, garantissant une représentation équitable des journalistes, l'élaboration d'une carte de presse nationale unifiée, la réactivation du Conseil national d'éthique et de déontologie, la dépénalisation du délit de presse, la révision du code de l'information de 1990, l'élaboration de conventions de branches spécifiques aux journalistes avec obligation de leur mise en vigueur, la facilitation de l'accès à

l'information, une grille de salaire nationale digne de la profession, ainsi que la création d'un fonds des œuvres sociales avec la mise en place de son cadre juridique».

Enfin, la date du 12 avril a été retenue par la majorité pour l'organisation d'un quatrième rassemblement. Un élargissement de la contestation, ainsi que le rapprochement de la date de la tenue d'une journée de grève prévue pour le 3 mai prochain ne sont pas à exclure.

M. M.

LA DÉCISION FAIT SUITE À UNE ENTREVUE AVEC DES RESPONSABLES DE SONATRACH

Les travailleurs de Hassi R'mel gèlent leur grève de la faim

Les travailleurs de la direction régionale de Hassi R'mel ont décidé, vendredi, de suspendre, pour quatre jours, la grève de la faim qu'ils avaient entamée mardi dernier.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Cette décision fait suite à une rencontre avec une délégation de hauts responsables de la Sonatrach. «Le vice-président de l'Activité Amont, le directeur de la division production et le directeur régional de Hassi R'mel ont été

dépêchés spécialement à Hassi R'mel, afin de s'enquérir de la situation et réhabiliter la confiance entre la base et le sommet par l'instauration d'une communication directe, franche et sincère, qui a fait défaut dans le traitement de ce dossier.

Une promesse nous fut donnée de recevoir une réponse officielle dans quatre jours», précise le collectif des travailleurs dans un communiqué de presse. Le communiqué précise que les représentants des travailleurs ont

insisté sur l'application de points essentiels inscrits dans la plateforme de revendications, notamment «l'éclaircissement du taux retenu dans le calcul de l'IZCV, l'augmentation très conséquente de l'indemnité de nuisance et de l'ITP avec date d'effet à partir de juillet 2008 ainsi que la retraite proportionnelle au lieu de celle à 32 ans». Selon un des membres du collectif, la protestation se poursuit à travers le maintien des sit-in devant le siège de la direction régionale ainsi que le boycott

des repas de midi servis dans les réfectoires de l'entreprise. Notons par ailleurs que les travailleurs de la division production des centres industriels sud et nord ainsi que des bases de vie d'Irara et du 24-Février (Hassi Messaoud) ont décidé de se joindre, hier, au mouvement de protestation.

Ils viennent renforcer un front composé des pétroliers de Hassi R'mel, El-Hamra, Rhourde Enouss et Tin Foué Tabenkort.

T. H.